

**NOTE DE LA DÉLÉGATION AUX AFFAIRES STRATÉGIQUES
DU 25 MAI 1994 SUR LA CRISE DE GORAZDE**

(source : ministère de la Défense)



DELEGATION
AUX AFFAIRES
STRATEGIQUES

~~CONFIDENTIEL DEFENSE~~

DÉCLASSIFIÉ

Paris, le 25 mai 1994

N° 273/DEF/OAS/SDQR/BC

FICHE

O B J E T : Essai d'analyse de la crise de Gorazde au plan politique et militaire

P. JOINTES : Deux annexes

Analyser au plan militaire et politique les causes de la crise de Gorazde est un exercice difficile. En effet, la stratégie des parties ne s'exprime souvent qu'au travers de déclarations dont nombre procèdent de la volonté délibérée de désinformer. Par ailleurs, dans ce type de conflit, reconstituer de façon exacte et précise le déroulement des opérations n'est pas une chose aisée.

La genèse de la crise

Ce que l'on peut dire sans trop se tromper, c'est qu'il y avait chez les Serbes le désir très fort, en particulier au sein de l'armée, d'effacer au plus tôt l'humiliation subie lors de l'ultimatum de Sarajevo au mois de février dernier. Pour les responsables militaires, il importait avant tout de redonner du moral à leurs troupes, de restaurer leur fierté et de leur montrer que des victoires sur le terrain étaient toujours possibles, malgré l'amputation des armes lourdes confisquées lors de cet ultimatum. Il y avait également la volonté chez les Serbes de montrer aux Musulmans et aux Croates, même alliés par le récent accord de Washington, qu'ils étaient toujours les plus forts et capables de les battre.

Il s'agissait en outre, bien entendu, de poursuivre la politique de construction de la Grande Serbie, donc de réduire voire de supprimer les trois poches musulmanes de Gorazde, Zepa et Srebrenica situées en Bosnie orientale. A cet effet, il faut rappeler que dès 1992, deux attaques, l'une sur Visegrad au nord, l'autre sur Foca au sud, avaient provoqué un afflux de réfugiés dans la poche de Gorazde. Il importait enfin de contrôler l'axe routier Pale - Ustipraca - Uzice (voir carte en annexe 1), soumis aux harcèlements de plus en plus fréquents des Musulmans présents dans la poche de Gorazde et d'empêcher également tout passage de Musulmans entre la région de Sarajevo et le Sandjak.

La ville de Gorazde se trouvait ainsi, depuis quelques temps, la cible de l'artillerie serbe. Elle était également l'objet d'un contentieux entre Serbes et Musulmans car ces derniers y retenaient prisonniers, depuis de nombreux mois, une vingtaine de Serbes dont l'un était un proche parent du général Mladic.

~~CONFIDENTIEL DEFENSE~~

DÉCLASSIFIÉ

Tout était donc réuni pour inciter les Serbes à tenter une opération contre la poche de Gorazde.

Le déroulement de la crise

L'objectif initial des Serbes était donc triple. Il s'agissait, en premier lieu, de contrôler l'axe routier Sarajevo - Ustipraca - Uzice, d'établir ensuite une zone totalement étanche entre Sarajevo et le Sandjak et, enfin, de réduire la poche de Gorazde.

Le 29 mars, la ville de Gorazde subit un premier bombardement intense au cours duquel près de 500 obus tombent sur la ville et, parallèlement, entre les derniers jours du mois de mars et les premiers jours d'avril, le corps d'armée serbe de la Drina prend le contrôle de la route Rogatica-Ustipraca. Dès les 2 et 3 avril, les forces serbes lancent des attaques au nord et à l'est de la poche et tentent de s'emparer, mais sans succès, du mont Grad, situé à 7 kilomètres à l'Est de Gorazde. A la suite de cet échec, dû sans doute à un manque de coordination, le général Mladic prend en mains la direction des opérations. Il reçoit directement de M. Milosevic l'ordre de s'emparer de Gorazde.

Les autorités bosniaques, conscientes du danger que courent leur troupes, commencent à alerter l'opinion internationale. La radio bosniaque annonce le 3 avril que la ville de Gorazde est soumise à des bombardements d'une violence "*sans précédent*", ce qui est, à ce moment-là, vraisemblablement exagéré. D'ailleurs, le général Rose, convaincu que les forces musulmanes possèdent un net avantage sur les Serbes en raison du caractère accidenté et boisé du terrain, déclare, le 3 avril, que "*les forces serbes n'ont pas les moyens de prendre Gorazde*".

Les événements donnent cependant tort aux estimations de la FORPRONU. Les Serbes lancent en effet, les 5 et 6 avril, de violentes attaques au sud-est de la poche et progressent vers le nord sur un front d'une dizaine de kilomètres. Constatant l'étendue de l'offensive serbe et ne comprenant pas pourquoi les forces musulmanes offrent si peu de résistance, le général Rose fait hélicopter, le 7, sur Gorazde des observateurs de la FORPRONU et des éléments du SAS. Le 8, le mont Gradina, situé à quelques kilomètres au sud-est de la ville, tombe aux mains des Serbes (voir carte en annexe 2).

Le 10, espérant freiner la progression des Serbes vers le centre de la ville, la FORPRONU demande à l'OTAN de procéder à une première attaque aérienne sur les positions serbes. Les mauvaises conditions météorologiques régnant sur la ville empêchent les avions de repérer leurs cibles; ils se rabattent sur ce qu'ils croient être un PC de conduite d'artillerie, situé à une douzaine de kilomètres au sud-ouest de la ville. Le 11, les forces aériennes de l'OTAN procèdent à une nouvelle attaque, cette fois-ci sur deux cibles situées à proximité immédiate de la ville, sur la rive droite de la Drina. Le 11 au soir, les Serbes annoncent qu'ils suspendent toutes relations avec l'ONU et coupent les routes de Sarajevo, empêchant ainsi la FORPRONU d'envoyer des troupes dans Gorazde. De leur côté, les responsables bosniaques tempêtent et déclarent que les frappes aériennes sont arrivées trop tard; ils demandent même la démission du général Rose, lui reprochant d'avoir nié l'avancée des forces serbes. La présidence bosniaque va jusqu'à déclarer que des gaz chimiques ont été lancés sur deux faubourgs de la ville, ce qui se révélera faux.

Toujours dans la soirée du 11, les tirs serbes s'arrêtent. Le général Rose ayant eu, parallèlement à ces attaques de l'OTAN, plusieurs entretiens téléphoniques avec le général Mladic, la FORPRONU déclare que les Serbes avaient fléchi "sous la pression conjuguée des raids aériens et des efforts diplomatiques".

Cependant, dès le 14, les forces serbes ayant reçu des renforts d'infanterie reprennent l'offensive: le 15, les Musulmans décrochent rapidement et de façon coordonnée d'une ligne de crête pourtant aisément défendable, située à 3 km au nord de Gorazde. La ville se trouve à la merci complète des Serbes. Dans la même journée, un Etendard IV P est touché par un missile sol air mais réussit à regagner le "Clémenceau" mais le 16, un Harrier britannique est abattu au nord ouest de la ville alors qu'il tentait de bombarder des positions serbes. La situation des forces musulmanes est de plus en plus critique et les dirigeants bosniaques, tenant absolument à faire réagir la Communauté internationale, vont jusqu'à accuser les Nations Unies de trahison pour de ne pas avoir voulu protéger des populations civiles.

Cependant, quoiqu'en disent les Musulmans bosniaques, le processus diplomatique s'est, parallèlement à ces événements, intensifié. Le 14, M. Karadzic, pressé par M. Akashi, lord Owen et M. Stoltenberg, le général de Lapresle et M. Tchourkine, accepte de renouer le dialogue avec la FORPRONU. Le 16, M. Akashi propose au Secrétaire Général de l'ONU de prononcer une déclaration très ferme contre les Serbes demandant notamment un cessez-le-feu immédiat et total sur Gorazde. On croit, ou on fait croire, alors à l'imminence d'un accord, que M. Tchourkine et M. Karadzic annoncent à plusieurs reprises.

Les combats n'en diminuent pas pour autant. Dès le 17 et jusqu'au 21 avril, l'infanterie serbe appuyée par des chars progresse toujours vers l'intérieur de la poche et dans la ville. Le 18, la campagne médiatique en faveur des Musulmans atteint son paroxysme. MSF annonce que l'on dénombrerait dans la ville près de 300 morts et plus de 1.000 blessés. Son président, Rony Brauman, craignant en toute bonne foi que se reproduise un nouveau Vukovar, adopte délibérément une attitude dénonciatrice et qualifie de "faussaire" M. Akashi en évoquant "ses mensonges systématiques".

Les pressions des diplomates se font cependant plus vives. Le 17, M. Akashi et M. Tchourkine obtiennent soi-disant de la part des Serbes un accord de cessez-le-feu immédiat et le Conseil de sécurité renouvelle son appel aux Serbes de cesser les combats. Les Serbes ignorent en fait, sur le terrain, ces données. Le 18, le Secrétaire Général de l'ONU demande à son homologue de l'OTAN d'autoriser des frappes aériennes en protection des six zones de sécurité de Bosnie. Le 21, tandis que le maire de Gorazde exhorte l'OTAN à lancer des frappes aériennes contre les forces serbes, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 913 sur Gorazde. Le 22, le Conseil de l'OTAN adresse aux forces serbes un ultimatum expirant le 24 à 00.01 GMT et décide que Gorazde devient une zone d'exclusion à partir du 27 à 00.01 GMT.

Mais le 22, après de longues négociations entre M. Akashi, MM. Milosevic et Karadzic, le général de Lapresle et le général Mladic, les Serbes de Bosnie acceptent les conditions de l'accord de l'ONU portant sur la résolution 913 ainsi que le retrait. Un cessez-le-feu total et immédiat est proclamé à partir du 23 avril 10.00, la liberté de mouvement est accordé en principe à tout le personnel de la FORPRONU et la garantie des évacuations médicales est obtenue. Les combats cessent définitivement le 24 avril au matin.

Le 27 avril, le HCR ne peut que constater combien le bilan annoncé des morts et des blessés a été exagéré par les Bosniaques; seuls 299 blessés sont évacués au lieu des 2000 attendus et parmi ceux-là, bien peu, un quarantaine environ, montrent des blessures fraîches.

Les enseignements de la crise de Gorazde

La première constatation que l'on peut faire au terme de cette crise est que l'un des objectifs stratégiques des Serbes reste la maîtrise totale de la rive droite de la Drina. Les zones de sécurité décrétées par l'ONU n'ont donc, pour les Serbes, qu'une valeur de monnaie d'échange dans la perspective à terme de troc de territoires. La pression militaire ne s'est guère relâchée depuis le début sur les trois poches de Bosnie orientale et, en l'occurrence, les Serbes n'ont pas hésité à s'attaquer à une zone de sécurité décrétée par l'ONU. Il n'est pas d'ailleurs certain que leur but premier était de réduire la poche mais, ayant constaté la relative facilité avec laquelle ils avaient réussi à prendre le contrôle de la route Rogatica-Ustipraca, ils ont alors décidé de tirer parti de leur avantage tactique.

Mais il est d'autre part très vraisemblable qu'ils ne se seraient pas attaqués à cette poche si des éléments de la FORPRONU y avaient été au préalable déployés. Cela avait été pourtant envisagé par le général Cot dès l'année 1993 mais la mise à exécution de ce projet avait été différée, en raison de la crise de Sarajevo qui avait mobilisée toutes les énergies pendant tout l'hiver 93-94. La trêve des combats obtenue à Sarajevo en février 94 avait par ailleurs amoindri la vigilance de la FORPRONU à l'égard des autres zones de sécurité.

Par ailleurs, le fait que des renforts d'infanterie soient venus par les routes d'Uzice et de Cajnice montre bien, sinon toujours l'aide directe de la Serbie aux Serbes de Bosnie, du moins une aide logistique évidente de sa part.

La seconde constatation d'importance est que l'ordre de prendre Gorazde a été donné par Milosevic lui-même et que celui-ci s'est adressé non à Karadzic mais directement au général Mladic qui apparaît là comme le véritable chef des Serbes de Bosnie. Karadzic n'a joué en réalité qu'un second rôle dans cette crise, mais un rôle important consistant à donner aux forces serbes le temps nécessaire pour atteindre les buts qu'elles s'étaient fixés, en feignant de négocier, ou en souscrivant à des cessez-le-feu que les Serbes n'avaient pas la moindre intention d'observer. Il s'agit là d'une tactique déjà éprouvée durant les négociations de Genève.

Les Bosniaques, quant à eux, connaissant bien leur relative faiblesse sur le plan militaire, se sont efforcés comme à leur habitude, tout au long de la crise, de faire intervenir le plus tôt possible la Communauté internationale, usant et abusant des seuls moyens à leur disposition à savoir les médias, voire peut-être, mais nous n'en avons pas la confirmation, un retrait accéléré de positions militairement défendables.

La discrétion des Croates dans cette crise montre les limites actuelles de la coalition croato-musulmane.

Les conséquences de la crise de Gorazde

Au plan militaire, la crise de Gorazde est pour les Serbes un succès relatif; l'axe routier Pale, Uzice est entièrement sous le contrôle de leurs forces, plus aucun passage n'est possible pour les Musulmans entre Sarajevo et le Sandjak via Gorazde mais il subsiste cependant encore près de 7000 combattants musulmans dans la zone de sécurité. Ces combattants sont, il est vrai, "stérilisés" par la présence des troupes de l'ONU qui sont dorénavant sur place pour garantir le cessez-le-feu et empêcher la reprise d'offensives serbes ou bosniaques. Au plan militaire également, elle est pour les Musulmans un sérieux échec. Même si la poche de Gorazde n'est pas réduite comme l'espéraient les Serbes, les Musulmans ont été sévèrement battus sur un terrain qui leur était pourtant favorable et leur infanterie a montré des faiblesses assez inexplicables, notamment le 8 avril lors de la chute du mont Gradina et le 15 avril, lors du retrait des hauteurs situées au nord de Gorazde.

Pour ce qui concerne les forces de l'OTAN, la faiblesse des actions de rétorsion par voie aérienne a grandement amoindri, du moins pour un certain temps, l'effet dissuasif de l'arme aérienne. Il est certain que si l'on désirait conserver à cette arme un effet dissuasif, il ne fallait l'employer que dans un cas quasi "d'école", et donc procéder, avant tout emploi, à une analyse détaillée de la situation. Le général Rose, subissant une pression considérable de la part des dirigeants bosniaques, a réclamé et obtenu les 10 et 11 avril l'emploi des forces aériennes en appui des éléments de la FORPRONU, alors que les conditions de réussite de l'appui n'étaient absolument pas réunies. A partir de ce moment-là, l'OTAN s'est montrée extrêmement prudente, s'entourant de toutes les précautions avant de donner un feu vert aux demandes de la FORPRONU.

Mais au plan politique, c'est un plein succès pour les Serbes. L'affront ressenti à Sarajevo par les Serbes bosniaques a été définitivement lavé et leur position en Bosnie en sort renforcée. Mais surtout, le président Milosevic, en évitant de transformer la ville de Gorazde en un nouveau Vukovar, a parfaitement su montrer la maîtrise totale qu'il exerçait sur l'armée serbe bosniaque, et empêché ainsi que se ternisse encore plus, aux yeux de l'opinion publique internationale, une image de la Serbie déjà passablement dégradée.

1.9.77

Destinataire :

Cabinet du Ministre (CM1 - CC7 - CM22)

Copies :

EMA/SC.OPS
EMA/SC.RI
DRM

DÉCLASSÉ

SITUATION POCHÉ DE GORAZDE

SERBES

SERBES

LIGNE ATTEINTE LE 18 AVRIL

POGATICA

ME GRAD

EL GRADINA

JNEBUK

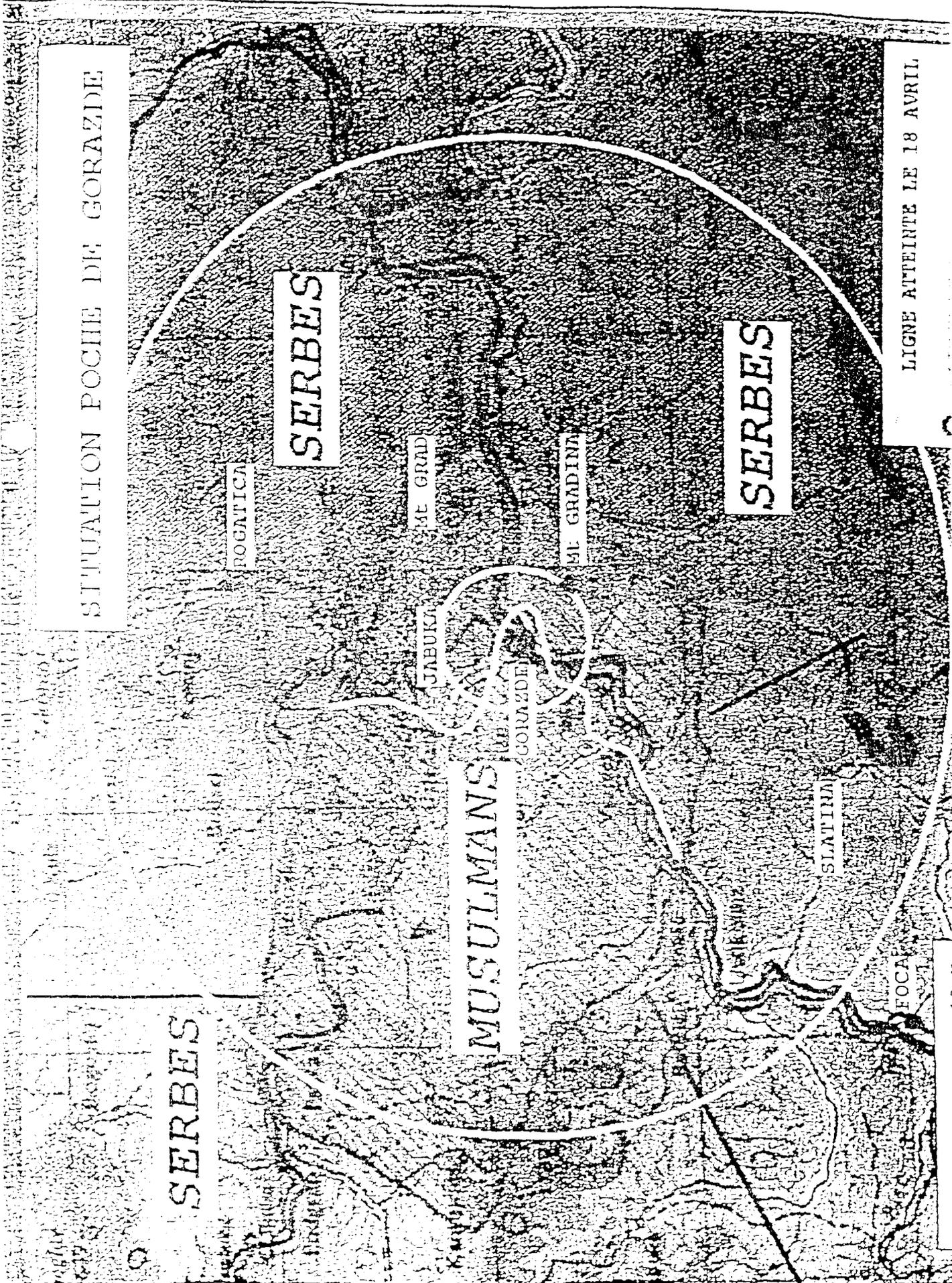
GORAZDE

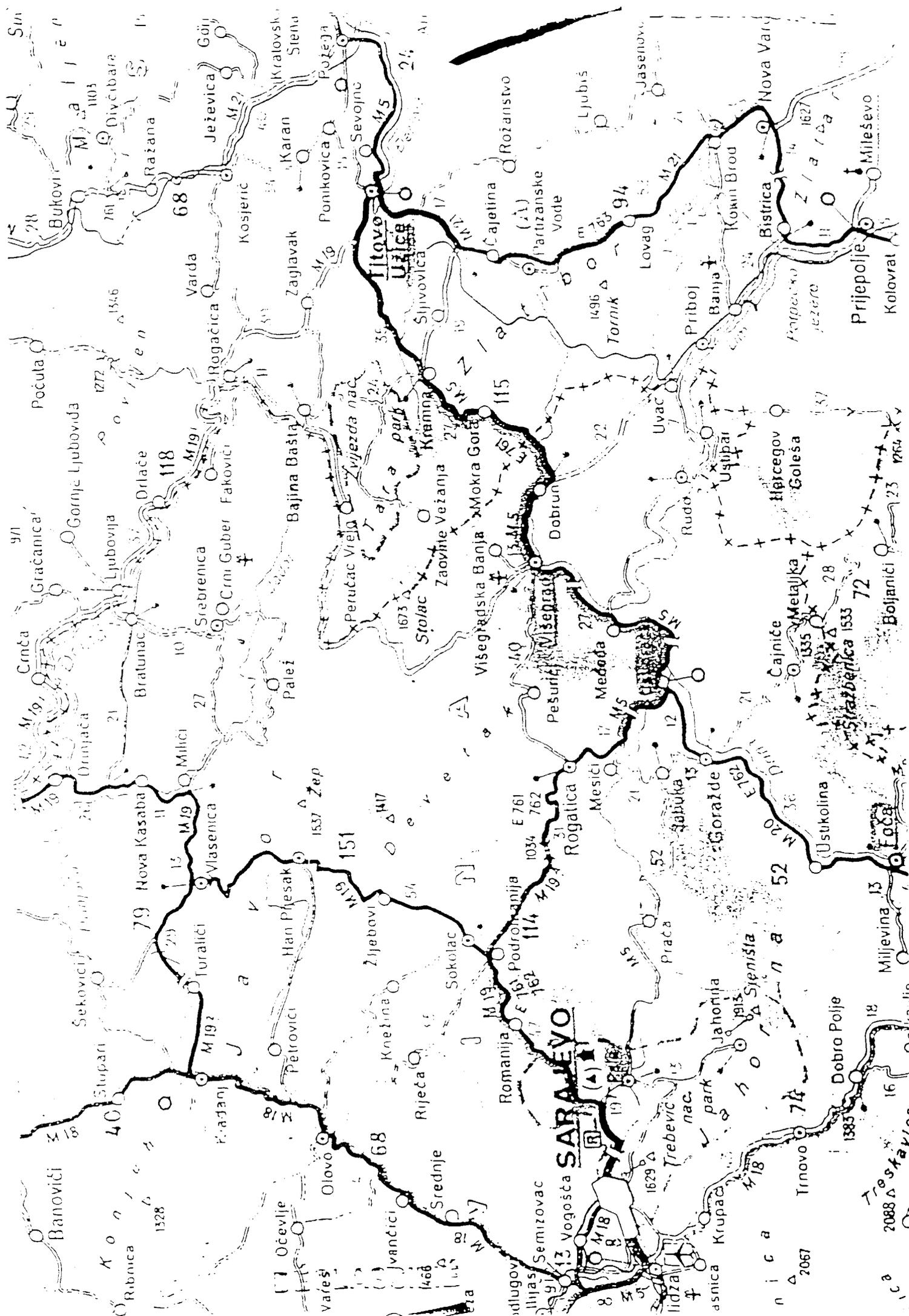
MUSULMANS

SLATIINA

FOCA

SERBES





**INTERVENTION DU GÉNÉRAL BERNARD JANVIER DEVANT LE
CONSEIL DE SÉCURITÉ LE 24 MAI 1995**

(source : MSF)

Extract from the Speech Given by General Janvier to Troop Contributing Nations
New York, May 24th 1995

2A.

5. The Safe Areas

The way these operate today is completely at odds with the situation that triggered their creation. [illegible] ...in May 1995, in order to protect the civilian populations against armed attack and the obstruction of humanitarian aid.

In the past, negotiation between the opposing parties has been the preferred method of ensuring the safety of the Safe Areas. Now, however, a number of factors are preventing this:

- anti-aircraft defences have been put in place by both sides;
- there is no middle-step between a 'strong protest' and air-strikes;
- the troops of the UNPROFOR are isolated, dispersed, lightly armed and extremely vulnerable;
- the Bosnian government actively uses these Safe Areas as bases to prepare and launch attacks.

The military force deployed by UNPROFOR in these Safe Areas is of little use. The only real security guarantee lies in promise of negotiation leading to a political settlement.

36. The Future

This analysis, perhaps a little pessimistic, poses a central question: what role can there be for a peace-keeping force when there is no longer a peace to keep or even to establish?

First of all, clear decisions need to be taken about the future of the Force. It is time to end the fundamental ambiguity of a peace-keeping force plunged into a war where it must constantly resort to fighting.

Only a sustained political initiative will establish the conditions in which the Force can have any hope of carrying out its present - or an adapted - mandate. For this to happen, a cease-fire is indispensable.

In the absence of a political relaunch, the only option is to change the mandate. Any mission undertaken must be feasible, minimise our vulnerability, take into account the risks run by each country and have clear, defined objectives. In the absence of agreement between the opposing parties, they must be made to face up to their responsibilities.

1

We have little time in front of us: we must take the necessary measures to limit the risks to our forces. This does not, as I see it, mean empty gesturing or a limited reinforcement that would draw us in deeper without reducing our casualties. Nor does it mean simply intervening in the vain hope that military means will solve something. We must be pragmatic - but above all honest with the men whose security is in our hands: without lightning rods, stay out of the storm!

In saying this, I do not feel as though I am betraying the spirit of the mission. The mission is based on the consent of the parties involved, but they are trying to unravel it; it is impossible to sustain against their wishes or without a minimum of goodwill on their behalf. In the absence of this consent, let us leave them to face their responsibilities in the Areas where we are simply scape-goats. On the other hand, however, we should continue to be a stabilising force in the areas where our mission is succeeding.

No one would want to characterise the option we face as an unacceptable retreat. Behind the broad concept of a readjustment in the role of the UNPROFOR lie a whole range of possible solutions, from a complete change of mandate to an adaptation of mandate, through an adjustment in the way certain elements of the present mandate are applied.

Conclusion

Certain parts of this speech may make me appear pessimistic, other hint at a cautious optimism. How I want to present myself is as realistic and pragmatic, whatever the expressed opinion of others.

The present situation is no longer acceptable, we can no longer sustain casualties without even being in a position to carry out the mandate which justifies our presence.

In the absence of any consensus between the parties and without a serious cease-fire agreement, we must implement the necessary measures without delay.

The UNPROFOR mandate must be substantially revised, both in its form and its operation. We can no longer play draughts with the rules of chess.

I am particularly honoured to have been able to address you, to have been able to share my concerns with you.

I thank you for your attention and I am ready to attempt to answer your questions.

Thank you.